

1993 : Nuages financiers sur l'agriculture

Jean Semal
Didier Spire

Rédacteurs en chef

La rétribution des agriculteurs à l'échelle mondiale fait problème, tant au Sud qu'au Nord.

Aujourd'hui, les nouvelles limites définies par le projet d'accord agricole du GATT, la nouvelle politique agricole commune (PAC) en Europe et les concentrations agro-alimentaires créent entre les agricultures une connivence circonstancielle, qui pourrait conduire à une communauté d'intérêt.

Les agricultures, en effet, sont partout dépendantes, comme aucune autre activité socio-économique, des aléas du climat, de la fragilité des écosystèmes, des contraintes de l'organisation sociale et de l'instabilité des marchés.

L'importance écologique et socio-culturelle des agricultures, leur imbrication dans la gestion de l'eau et de l'espace, tout comme dans l'organisation des sociétés, font d'elles des objets économiques particuliers qui ne peuvent être considérés comme des chaînes de montage, pas plus que leurs productions ne peuvent être traitées comme des marchandises semblables aux autres.

Ne pas prendre en compte ces aspects du problème agricole amène à livrer le produit du labeur des sociétés paysannes, fortement intégrées dans les structures à connotations culturelles et sociales, aux appétits intarissables d'une nébuleuse financière sans âme et sans visage, insaisissable tant dans ses objectifs que dans ses modes d'action. Même les monnaies fortes des États du Groupe des Sept n'échappent pas à cette emprise.

La libération mondiale des échanges et la dérégulation planétaire qui y est liée, utilisant l'explosion informatique et l'ubiquité des télécommunications, permettent ces jeux dangereux. Aujourd'hui, des manipulations permanentes et instantanées, au sein des

filières financières recouvrant le globe, échappent aux finalités et aux contrôles relevant des peuples et des États. À cet égard, le sort des agricultures vient de bénéficier d'un appui de marque : celui du Français Maurice Allais, Prix Nobel d'économie en 1988, qui s'est exprimé récemment à ce sujet. Maurice Allais avait déjà dénoncé antérieurement le danger de cette bulle planétaire au sein de laquelle se traitent les finances mondiales, indépendamment des bases matérielles des économies.

Pour Maurice Allais, le libre-échange mondial en matière agricole crée une perversion liée à des prix basés sur la « dévaluation compétitive », qui permet de régenter les marchés mondiaux. Dès lors, il préconise des accords politiques qui préviennent les concurrences nationales stériles, dommageables pour l'ensemble des opérateurs agricoles.

Certes, l'analyse de Maurice Allais est axée sur les problèmes de la Communauté européenne, dans le contexte de la PAC et de ses rapports avec les États-Unis. Mais des analyses comparables peuvent être faites pour ce qui est de l'insertion des productions agricoles des pays en développement dans les marchés internationaux.

Une coordination contractuelle des échanges postule des accords de coopération multilatéraux qui requièrent eux-mêmes stabilité politique, paix sociale et un minimum d'infrastructures permettant la valorisation des produits. C'est ici que s'affirme la liaison entre le politique et l'économique. L'insécurité et le désarroi créent les désordres politiques conduisant au désastre économique. La Somalie nous en fournit aujourd'hui un premier et pitoyable exemple. Paradoxe combien symbolique : lorsque l'assistance internationale y débarque *manu militari*,

J. Semal : Unité de phytopathologie, Faculté des Sciences agronomiques, 2, passage des Déportés, B-5030 Gembloux, Belgique.
D. Spire : Station de pathologie végétale, INRA, route de Saint-Cyr, 78026 Versailles Cedex, France.

c'est la gent médiatique, déjà sur place, qui est la première à accueillir les nouveaux croisés.

Dans d'autres lieux en situation de survie précaire, les agricultures des pays les plus pauvres sont entraînées dans des voies douloureuses, en alimentant l'amont des filières d'exploitation et de transformation des drogues, ce qui suscite dans les zones de production d'interminables guéyllas tout en gagnant les pays riches qui sont leurs principaux consommateurs.

Pour rendre aux agriculteurs leur noble mission conservatoire des traditions humaines et source de richesse dans le domaine du manger, du boire et des mille usages des produits de la terre et de la mer, il convient que la valorisation internationale des produits agricoles repose sur des zones d'échange fondées sur la solidarité et l'intérêt réciproque des partenaires. Partenariat et

alliance sont les balises essentielles pour que les agricultures de demain soient, sous toutes les latitudes, une composante essentielle de l'environnement écologique et social, une base de l'autosuffisance alimentaire et une source de bien-être et de richesse pour les populations.

Il devient toujours plus patent que les agricultures ne peuvent être valorisées que dans le cadre du développement global, lequel est lui-même lié à la base culturelle des sociétés. Culture matérielle, culture affective, culture symbolique apparaissent aujourd'hui intimement liées : le contrat naturel de Michel Serres repose sur le contrat culturel, prôné par Javier Perez de Cuellar.

Après la mode du laisser-aller économique, qui introduit le loup prédateur dans la bergerie des sociétés paysannes, viendra le temps d'une plus grande

solidarité entre ceux qui, au Nord comme au Sud, sont au premier chef les garants de l'environnement et les gérants de la biosphère.

Plutôt que d'accepter la banalisation de l'économie agraire pour la forcer à enrichir une compétition suicidaire pour un bénéfice volatile, il est grand temps d'agir afin que les approches socio-culturelles, dans leur diversité, soient prises en compte dans la mise en œuvre d'économies synergiques élaborées dans la clarté, pour le profit commun des partenaires qui y souscrivent.

Citant un proverbe africain, J. Perez de Cuellar affirmait récemment que « *la culture et le développement, tout comme l'amour, sont les seules choses que le partage grandit* ». Incluons-y les agricultures dont la prospérité constitue, dans tant de régions, une composante essentielle du développement durable à visage humain ■

Billet des Rédacteurs en chef Premier anniversaire des *Cahiers Agricultures*

Les *Cahiers Agricultures* ont bouclé leur première année de parution et le numéro que vous avez sous les yeux débute un nouveau volume de la revue. C'est le moment d'opérer une évaluation qui est actuellement en cours, et vos réactions de lecteurs seront les bienvenues à cet égard.

Notre portefeuille de manuscrits commence à s'étoffer, ce qui permettra d'accroître la sélectivité du choix des articles, tout en continuant notre politique d'aide à l'édition, pour autant que les sujets proposés par les auteurs soient d'un intérêt suffisamment large. On observe cependant un déficit marqué dans le nombre de manuscrits provenant d'Amérique du Nord et d'Afrique sub-saharienne et nous faisons un appel aux auteurs potentiels de ces régions de la francophonie. A cet égard, la création d'une rubrique « Note de recherche » devrait inciter d'aucun à faire part brièvement d'expériences novatrices d'un grand intérêt potentiel.

S'agissant de manuscrits soumis à la revue, il serait souhaitable par ailleurs d'améliorer leur conformité avec les instructions aux auteurs. En particulier, les résumés en anglais doivent être suffisamment étoffés et les références bibliographiques présentées selon les normes souhaitées.

Pour ce qui est des abonnements, en nombre croissant mais encore insuffisant, nous espérons que les lecteurs intéressés voudront bien conseiller à leurs relations de bénéficier par cette voie du service régulier de la revue.

En espérant une interaction positive avec l'ensemble du lectorat, nous sommes ouverts aux critiques et suggestions que vous voudrez bien nous communiquer.